

*Questions orales*

● (1450)

Cela signifie, selon moi, que les agriculteurs comprennent que la situation est difficile, mais que le gouvernement au pouvoir est prêt à collaborer avec eux pour résoudre ces problèmes.

\* \* \*

**LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE**

## LA LEVÉE DU MORATOIRE SUR LES SAISIES AGRICOLES

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, les agriculteurs aimeraient savoir exactement quelle aide ils vont obtenir au cours de la prochaine campagne agricole. Vendredi matin, après avoir reçu cette lettre, le gouvernement s'est contenté de lever le moratoire sur les saisies effectuées par la SCA. Le ministre de l'Agriculture prétend que seulement 600 agriculteurs seront visés par cette mesure cette année. Le premier ministre et le gouvernement ne savent-ils pas que cela va causer de vives inquiétudes aux 6 000 agriculteurs qui ont des retards dans leurs paiements? Va-t-il rétablir le moratoire en attendant de mettre en place de bons programmes de rééchelonnement de la dette et de calmer ainsi les inquiétudes provoquées par la levée du moratoire?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, comme d'habitude, le député est mal renseigné et ses remarques manquent de précision. Il continue à dire que des milliers d'agriculteurs seront touchés. En réalité 670 agriculteurs sont visés par le moratoire. A l'heure actuelle, on estime que plus de la moitié d'entre eux ont déjà quitté la terre.

Il est intéressant qu'un porte-parole du Syndicat du blé de l'Alberta fasse l'éloge du gouvernement fédéral, contrairement aux députés d'opposition qui, cette semaine, ont reproché au gouvernement progressiste conservateur de se désintéresser de l'ouest du Canada. Il est également intéressant de voir ce que pense le *Winnipeg Free Press* du groupe de travail de l'opposition officielle. Dans un article, on parle d'une initiative pathétique, vague, inutile et . . .

**Des voix:** Règlement!

**Des voix:** Encore!

**M. le Président:** La parole est au député de Kamloops—Shuswap.

\* \* \*

**L'ÉNERGIE**LE PROJET D'AMOCO CANADA D'ACHETER DOME PETROLEUM—  
LA LETTRE QU'AURAIT ADRESSÉE AMOCO À IMPERIAL OIL

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie. Il a maintenant en main la copie d'une lettre adressée à Imperial

Oil par Amoco dans laquelle cette dernière fait état d'un contrat exécutoire qui la lie à Dome et qui interdit la divulgation de renseignements concernant toute proposition d'acquisition. Le contrat interdit également toute entente relative à une offre d'acquisition.

Compte tenu des répercussions très considérables qu'aura cette acquisition sur l'ouest du Canada, et même sur l'ensemble du pays, le ministre ne juge-t-il pas que le temps est venu d'intervenir pour garantir que l'acquisition corresponde à l'intérêt du Canada, par opposition à celui d'Amoco?

[Français]

**L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, j'ai répondu précédemment que je ferais analyser la question par le ministère de la Justice et le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Je n'ai pas eu le temps depuis le début de la période des questions orales. Alors, il faudrait quand même attendre la fin de la période des questions orales, et je répondrai au député demain.

[Traduction]

## LA POSITION DU MINISTRE

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, à la lumière de cette réponse, doit-on comprendre que le ministre a l'intention de prendre des mesures pour assurer la participation d'autres parties intéressées par cette acquisition? S'il est vrai qu'Amoco fait obstacle à toute autre proposition, y compris celle d'Imperial Oil dont nous avons entendu parler aujourd'hui, est-il disposé à intervenir pour faire en sorte qu'un certain nombre d'offres d'acquisition de Dome puissent être faites?

**L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, la meilleure politique pour le moment consiste à demander les renseignements qui nous permettront d'intervenir.

\* \* \*

**LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT**

## L'UTILISATION DE POMMES DE TERRE IMPORTÉES DE BELGIQUE

**M. George Baker (Gander—Twillingate):** Monsieur le Président, le premier ministre s'en va dans l'ouest du Canada pour y discuter avec les agriculteurs de cette région.

**Des voix:** Bravo!

**M. Baker:** Il va s'apercevoir que les agriculteurs du Manitoba et de l'Alberta tiennent le même discours que ceux de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve, à savoir que les prix sont si bas . . .

**M. McDermid:** Qu'est-ce que vous avez dans ce seau, George?

**M. Baker:** . . . qu'ils ne savent plus ce qu'ils vont faire.